

Scia  
A0311

Le Conseiller Diplomatique

Paris, le 11 mai 1994

- NOTE POUR LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE -

Lyndy  
HR

Objet: Entretien avec M. Boutros-Ghali (mercredi 11 mai à 19h)

La liste des sujets que pourrait vouloir aborder le Secrétaire Général des Nations-Unies est fort longue. Les plus importants me paraissent être les suivants :

1) Ex-Yougoslavie *Tous Lyndy, HR*

Nous accentuons nos efforts en faveur d'un règlement politique de la crise. M. Juppé tentera vendredi 13 mai de faire endosser par ses collègues des conclusions précises, inspirées du plan d'action européen :

- Création en Bosnie d'une "Union" lâche (laissant la possibilité aux éléments constituants de se confédérer chacun avec des Etats voisins)

- Partage territorial selon les pourcentages naguère agréés par les parties (49% aux Serbes et 51% aux Croato-Musulmans). Maintien d'un corridor serbe à Brcko. Statut spécial pour les zones à fort peuplement minoritaire (enclaves musulmanes de Bosnie orientale, communes serbes du district de Sarajevo). Accès à la mer pour les Musulmans, tel que prévu dans les accords de Washington. Accès aux installations portuaires fluviales de Brcko pour la Fédération croato-

musulmane. Administration provisoire de Sarajevo par l'ONU et de Mostar par l'Union européenne.

- En Croatie, négociation d'un modus vivendi, comprenant des mesures de confiance militaires et économiques, préalable à un règlement définitif. Statuts différenciés pour les Krajinas (large autonomie), la Slavonie occidentale (retour sous l'autorité de Zagreb) et la Slavonie orientale (statut provisoire avec maintien de la FORPRONU).

- Levée des sanctions économiques en quatre étapes.

M. Juppé s'est assuré le soutien de ses partenaires européens sur ces lignes. Elles correspondent par ailleurs aux propositions que vous a soumises le Président Eltsine. Il reste à convaincre les Américains. M. Juppé sera jeudi à Washington et plaidera le dossier. Son intention déclarée est de pousser également l'idée d'un sommet.

M. Boutros-Ghali vous fera sans doute part, quant à lui, de ses préoccupations à la suite des attaques dont est l'objet l'ONU et, notamment M. Akashi, de la part de la presse et de certains responsables américains ou "atlantiques". Il vous entretiendra sans doute aussi de ses difficultés à mobiliser des contributions en personnels pour faire face aux tâches toujours accrues de la FORPRONU. Peut-être vous parlera-t-il aussi de la pression croissante à New-York en faveur d'une levée de l'embargo sur les armes.

## 2) Rwanda

Des contacts ont eu lieu en marge des cérémonies d'investiture du président Mandela. Il semble que les chefs d'Etat de la région soient prêts à se rendre à un sommet régional. Par ailleurs, M. Boutros-Ghali serait disposé, comme nous le souhaitons, à renforcer la MINUAR et, peut-être, à modifier son mandat afin de renforcer son rôle en matière humanitaire et de protection des populations.

## 3) Iraq

La coopération de l'Iraq avec la Commission spéciale présidée par M. Ekeus s'est sensiblement améliorée. En revanche aucun progrès n'a été enregistré ni sur la reconnaissance par l'Iraq de la frontière koweïtienne, ni sur les droits de l'Homme, ni sur les disparus et prisonniers de guerre.

Le prochain exercice de révision des sanctions est fixé au 18 mai. Il ne devrait pas donner lieu à longs débats et se conclure par un reconduite intégrale des dispositions actuellement en vigueur.

#### 4) Haïti

Le 6 mai dernier, le Conseil de Sécurité a, à l'unanimité, adopté une résolution renforçant les sanctions contre Haïti. Le Président Clinton a, de son côté, fait allusion devant la presse à une éventuelle intervention militaire à laquelle personne ne songe réellement. La médiation du représentant du Secrétaire Général pour tenter de sortir de l'impasse est plus que jamais nécessaire. Nous plaidons en faveur d'une réunion du groupe des "amis d'Haïti" fin mai, début juin pour soutenir de tels efforts.

#### 5) Elargissement du Conseil de sécurité

Un premier cycle de discussions vient de s'achever au sein du groupe de travail créé en décembre dernier. Nous avons adopté une position ouverte tout en marquant notre souci que la Charte des Nations Unies soit aussi peu modifiée que possible. C'est la raison pour laquelle nous n'avons pas été favorables à une proposition italienne de créer une nouvelle catégorie de membres "semi-permanents".

#### 6) Financement des Nations Unies

M. Boutros-Ghali vous entretiendra peut-être de la crise financière des Nations-Unies (2,8 milliards de dollars d'impayés, les principaux débiteurs étant les Etats-Unis et la Russie). Pour ce qui nous concerne, nous sommes à jour s'agissant de notre contribution au budget régulier. Si M. Boutros-Ghali faisait allusion à nos versements au budget des opérations de maintien de la paix, il pourrait lui être répondu que des mesures vont être prises pour hâter ces versements mais que parallèlement nous souhaiterions que fussent accélérés les remboursements qui nous sont dus au titre de notre participation à ces mêmes opérations.

Jean Vidal

Jean VIDAL